



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de presse

21 avril 2016

Les actualités politiques restent à la Une des quotidiens de ce jour. Le deuxième Conseil des ministres, dont les décisions vont certainement provoquer des remue-ménages au sein de l'armée, de la Primature et de différents ministères, a bénéficié d'une large couverture. Par ailleurs, la nomination du Premier ministre continue de susciter le débat. Les journalistes ont profité de la rencontre entre le locataire de Mahazoarivo et la coopération allemande GIZ pour solliciter sa réaction à ce propos.

Processus électoral

EVENTUEL REPORT DES ELECTIONS REGIONALES

Les élections régionales, prévues pour le mois de juin prochain, pourraient ne pas finalement se tenir cette année. Telle est l'hypothèse soutenue par L'Express de Madagascar qui se base sur la déclaration du Premier ministre selon laquelle « Le Premier ministre n'est pas là pour organiser les élections » et plus particulièrement sur ses propos faisant part des priorités de son Gouvernement : « c'est la mise en place du programme gouvernemental, basé sur les objectifs du Président et qui sera proposée à la Chambre basse à la prochaine session ordinaire, qui est la plus importante ». Le quotidien conclut par conséquent que ces scrutins ne constituent pas une priorité d'où son hypothèse. (p.6). Madagascar-Laza soutient la même conclusion, en se basant sur la déclaration du Chef du gouvernement, selon laquelle le Gouvernement n'est pas encore prêt pour tenir les élections régionales. Le quotidien rappelle que la tenue de ces scrutins n'a fait l'objet que d'une simple déclaration de la part de l'ancien PM Jean Ravelonarivo, lors du dialogue politique avec l'Union européenne et que la CENI n'attend que l'aval de l'Exécutif pour entamer les procédures (p.2).

Politique interne

NOMINATION DU PREMIER MINISTRE : OLIVIER SOLONANDRASANA MAHAFALY REAGIT

Midi Madagasikara, La Vérité et L'Observateur ont profité de la rencontre entre le Chef du gouvernement et la coopération allemande GIZ, à Anosy, pour lui demander si sa nomination au poste de Premier ministre et son maintien à la tête du ministère de l'Intérieur n'auraient pas un lien avec l'élection présidentielle de 2018. « Les élections sont encore loin, je suis plutôt en train de chercher des solutions au développement du pays » s'est défendu le locataire de Mahazoarivo. S'adressant à ses détracteurs, il a soutenu que tous devraient le juger par ses actes. Il a également réitéré qu'une Feuille de route claire et objective, dont les dispositions répondent aux exigences du Programme Général de l'Etat (PGE) ainsi qu'au Programme National de Développement (PND), a été établie pour chaque ministre. Des dispositions seront ainsi prises à l'encontre des membres du gouvernement défaillants. (p.12; p.3 et p.2)

- *S'exprimant dans les colonnes du quotidien Les Nouvelles, Brunelle Razafitsiandraofa, député MAPAR élu à Ikongo dit attendre de pied ferme la*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



présentation de la PGE au Parlement, durant la prochaine session ordinaire. « La présentation ne sera pas une simple formalité. La question sera de savoir si l'exposé du Chef du gouvernement sera réalisable ou non » a-t-il souligné. (p.3)

CONSEIL DES MINISTRES : SERIE DE NOMINATIONS ET DE LIMOGEAGES

La série de nomination aux hauts emplois de l'Etat a commencé après la formation de la nouvelle équipe gouvernementale. Le second Conseil des ministres du gouvernement Solonandrasana, d'hier, a en effet approuvé la décision de confier les commandes de l'Etat-Major Général de l'Armée (CEMGAM) au général de Brigade Razafindrakoto Lantoarinjaka et celles de la gendarmerie nationale, au général de Brigade Ramiandrisoa Jean de Dieu. Le premier a déjà officié au sein de l'Etat-major, notamment au niveau du service de la gestion du personnel tandis que le second était aux commandes des Forces d'Intervention de la Gendarmerie Nationale ou FIGN, à Fort Duchesne. Pour information, ce dernier a fait ses armes au sein de la Circonscription Interrégionale de la Gendarmerie Nationale d'Analamanga (CIRGN) en tant que 2^{ème} adjoint du général de division Richard Ravalomanana. La série de limogeage et de nomination concerne aussi la Primature, qui se dote d'un nouveau « Secrétaire général du gouvernement », d'un « Directeur du cabinet civil » et d'un « Directeur du cabinet militaire ». Dans la même lignée, de nouvelles personnalités ont été placées à la tête de diverses directions du ministère de la Santé, des Travaux publics mais également de la Communication et des Relations avec les institutions. (L'Express de Madagascar, p.3 ; Midi Madagasikara, p.13 ; Madagascar-Laza, p.3 ; Les Nouvelles, p.3 ; Madagascar Matin, p.3)

Economie et société

COMMERCE : LE CONTROLE ECONOMIQUE SUSPENDU

Armand Tazafy, ministre du Commerce et de la Consommation, a annoncé la suspension temporaire du contrôle économique dans tout le pays. Le motif évoqué porte sur les questions d'éducation et de sensibilisation aux lois sur la concurrence, sur les garanties et la protection des consommateurs. « Cette mesure vise à renouer la confiance avec les commerçants et partir d'une bonne base. La finalité est d'améliorer le commerce à Madagascar. Cela pourrait aboutir à la stabilité des prix des Produits de Première Nécessité et donc du pouvoir d'achat » a-t-il précisé. Cette décision profite aux commerçants qui pourront donc travailler sereinement. En effet, le contrôle économique est un système de surveillance des produits basé sur leurs origines, leurs prix et leurs fabrications. Son objectif est de veiller au respect des différents textes, de mieux protéger les consommateurs, d'optimiser la recette fiscale et d'améliorer la compétitivité. (Midi Madagasikara, p.2 ; Madagascar-Laza, p.7 ; Les Nouvelles, p.16). L'Express de Madagascar qualifie cette mesure de « populiste ». Le quotidien craint qu'elle pénalise les consommateurs. « Cette mesure laisserait une grande porte ouverte aux fraudes, à la commercialisation des produits contrefaits ou encore à la volatilité des prix sur le marché » met en garde le journal. (p.7)

LIBERTE DE PRESSE. MADAGASCAR 56^{ème} SUR 180 PAYS

Reporters Sans Frontières (RSF) a publié l'édition 2016 de son Classement mondial de la liberté de la presse dans lequel Madagascar figure à la 64^{ème} place pour l'année 2015. La Grande île a donc gagné huit places, comparées aux résultats précédents. Cette situation est

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



notamment due au fait qu'aucun journaliste n'ait été condamné durant cette année malgré l'existence de poursuites judiciaires. Le point qui pénalise la Grande île reste la tergiversation de l'Etat à concrétiser le Code de la Communication. Dans ce rapport de RSF, la Finlande, les Pays-Bas et la Norvège occupent les trois premières places tandis que les Etats-Unis et la France se classent respectivement à la 41^{ème} et à la 45^{ème} place. La Namibie, première nation africaine, est classée 17^{ème} sur 180. (Madagascar-Laza, p.6 ; La Gazette de la Grande île, p.4)

Foyer de tension

LA GREVE DES SYNDICATS DES GREFFIERS ET DES PENITENCIERS SE POURSUIT

La rencontre entre les représentants des syndicats des greffiers et des pénitentiaires avec le ministre de la Justice Charles Andriamizeza, hier à Faravohitra, n'a pas abouti à une décision ferme. D'après Nicolas Rabenandrasana, Président du syndicat des greffiers de Madagascar, leurs revendications n'ont pas été retenues. « La question du paiement des émoluments au titre de l'année 2016 n'a pas été prise en compte » souligne-t-il. Pire, les greffiers craignent que les revendications qui avaient été en partie acceptées par le Premier ministre Olivier Solonandrasana Mahafaly ne soient de nouveau remises en cause après cette rencontre. Les revendications des pénitentiaires non plus ne risquent pas d'avoir des échos favorables. Le Chef du gouvernement avait souligné que la dotation de près de 80 véhicules n'était pas pour l'instant possible mais que le gouvernement fera des efforts pour constituer un premier parc automobile, sur le plan national, d'une dizaine de voitures. Le nouveau Garde des sceaux a, quant à lui, souligné que son département est déjà en train de réviser la catégorisation professionnelle des pénitentiaires. Une commission sera également mise en place pour faire le pont entre le ministère de la Justice et les syndicalistes. Ces efforts ne sont néanmoins pas encore suffisants pour les manifestants qui ont décidé de poursuivre leur mouvement. (Madagascar-Laza, p.4)

- **Midi Madagasikara** assimile les nombreux foyers de tension actuels à un « test grandeur nature de gestion de crise » pour le gouvernement Mahafaly. Le quotidien attend ainsi de voir si le nouveau patron de l'Organe Mixte de Conception va opter pour le dialogue ou plutôt pour l'utilisation de la manière forte dans la gestion de ces manifestations. Le journal rappelle en effet qu'Olivier Solonandrasana Mahafaly a toujours été accusé d'avoir instrumentalisé les forces de l'ordre, notamment lorsqu'il a adopté l'arrêté interdisant toute manifestation sur la voie publique sur toute l'étendue du territoire. (p.11)
- Au vu des différents foyers de tension, **La Vérité** estime aussi que « le gouvernement est sous haute pression ». Alarmiste, le quotidien soutient que « le pays est posé sur un baril de poudrières » et suggère au nouveau locataire de Mahazoarivo ainsi que ses ministres d'accélérer la cadence et de proposer des solutions rapides aux différents problèmes. (p.3)
- « Le gouvernement Mahafaly joue déjà au pompier » note également **La Gazette de la Grande île**. Le quotidien remarque que le « gouvernement de combat » manque finalement d'agressivité et de terrain face aux différentes situations de conflits. « La résolution de la grève des greffiers et des agents pénitentiaires, lui aurait pourtant

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



conféré à un certain éclat » regrette le journal. (p.3)

LES ENSEIGNANTS FRAM REVIENNENT A LA CHARGE

Alors que l'issue des revendications syndicales des greffiers et du personnel de l'administration pénitentiaire reste en suspens, les syndicats des enseignants subventionnés par les parents d'élèves : ANEFFA et SEMPAMA Nosy, montent de nouveau au créneau. Lors d'une conférence de presse à Anosy, ils ont mis en avant une pléthore de revendications. Mis à part le paiement, dans les meilleurs délais, de deux années d'arriérés des enseignants-correcteurs des examens officiels, ils revendiquent la révision des modalités de recrutement des enseignants FRAM. Les syndicalistes exigent notamment que les enseignants non recrutés perçoivent des « salaires mensuels » d'au moins 200 000 Ariary et non de simples subventions bimensuelles. Dans la même lignée, ils demandent l'annulation de l'obligation d'exercer le métier pendant six ans avant que les nouvelles recrues ne jouissent officiellement du statut de fonctionnaire. Finalement, les enseignants FRAM ont réclamé la révision à la hausse de leurs différentes indemnités, d'au moins 100 000 Ariary chacune. Les membres de la plateforme accordent un délai de deux semaines au ministère de l'Education nationale pour donner une suite favorable à leurs requêtes. (Madagascar-Laza, p. 9 ; Les Nouvelles, p.5 ; Madagascar-Matin, p.2)

Relations internationales

12,5 MILLIONS D'EUROS POUR LE DEVELOPPEMENT DES COMMUNES

Le Premier ministre et non moins ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, Mahafaly Olivier a reçu, hier à Anosy, la délégation de la Coopération allemande de Développement GIZ. Selon les précisions du Chef du gouvernement, le GIZ a octroyé un financement à hauteur de 12,5 millions d'Euros, qui sera affecté au développement des communes et à la décentralisation effective. Le budget allemand vise à la concrétisation du Programme de Développement Communal Inclusif et de la Décentralisation (PRODECID), qui œuvre pour le moment dans la Région DIANA mais qui pourrait faire l'objet d'une extension aux autres régions de la Grande île. Il s'avère ainsi que l'Allemagne a triplé son financement. A titre de rappel, la coopération n'a alloué qu'un budget de 4 millions d'Euros auparavant. (Midi Madagasikara, p. 12, Madagascar-Laza, p.2 ; Les Nouvelles, p.2 ; L'Observateur, p.2)

SOMMET DE LA FRANCOPHONIE : LE RAPPORT SUR LES PREPARATIFS PRESENTÉ AU CANADA

Une délégation malgache, conduite par la ministre des Affaires étrangères Béatrice Atallah, séjourne actuellement au Canada pour informer le gouvernement québécois de l'état d'avancement des préparatifs du Sommet de la Francophonie. La mise en place du Groupe des ambassadeurs francophones (GAF) à Madagascar, qui appuiera la préparation du sommet, figure parmi les signaux forts défendus par la partie malgache. La Chef de la diplomatie a également abordé les perspectives de retombées économiques de l'accueil de cet important événement et a, profité de l'occasion, pour solliciter l'expertise canadienne dans le cadre de l'accueil d'un tel événement, le Canada ayant été le pays hôte du Sommet à deux reprises, en 1987 et 2008. (Midi Madagasikara, p.13 ; Madagascar-Laza, p.3 ; Les Nouvelles, p.2)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Format de couverture

La nomination des nouveaux membres du gouvernement continue de susciter le débat sur la scène publique. **Madagascar Matin** a accordé une page entière aux réactions de diverses personnalités de la sphère politique à savoir, le général Désiré Ramakavelo, ancien ministre et historien, Patrick Raharimanana, candidat à la dernière élection présidentielle, Imbiky Anaclet, Juriste, Lalatiana Ravololomanana, de l'Opposition et Paolo Emilio Raholarivo Solonavalona, Administrateur civil. La majeure partie des interviewés n'ont pas hésité à afficher leur déception. Déçus que le Président de la République ait fait du neuf avec du vieux, ils sont convaincus que le nouveau gouvernement n'a été mis en place qu'en vue de la préparation de l'élection présidentielle de 2018. Seuls deux personnalités sont restées positives et ont encouragé les nouveaux membres de l'Exécutif. (p.5)

Un peu d'humour



L'Observateur, p. 2

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :
Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu
Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrakaza@eces.eu
Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne